

La Réplique

ÉDITION SPÉCIALE COVID-19

Des membres du
SCFP aux premières
loges de la pandémie
racontent leur histoire

LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES À RISQUE

Répercussions
sur l'économie
et les
négociations

ELLIE SCHMIDT
Diététiste, section locale 15

« Nous faisons ce qu'il faut pour nous protéger, mais nous sommes convaincus que l'information est essentielle en ces temps de crise. »

Bryan Chauveau, rédacteur et monteur, membre du SCFP 687, p. 5

Les besoins sont critiques pour les communautés autochtones

Partout au Canada, les communautés luttent contre la pandémie sur tous les fronts. Cette nouvelle situation met d'ailleurs en évidence les inégalités au sein de notre société, notamment celles vécues par les peuples autochtones. Pire, le sous-financement chronique des services et des infrastructures dans les communautés autochtones menace de transformer la crise de la COVID-19 en catastrophe.

Au Canada, les provinces ont déclaré l'état d'urgence et se préparent au pire. Le gouvernement fédéral a annoncé un financement de plus de 107 milliards de dollars pour aider les Canadiens et stimuler l'économie. De ce montant, seulement 305 millions de dollars sont destinés aux communautés autochtones. Alors que certains dirigeants autochtones s'en réjouissent, d'autres craignent que ce montant ne soit qu'une

fraction de ce qui est nécessaire.

Le 24 mars dernier, le chef national de l'Assemblée des Premières Nations, Perry Bellegarde, a déclaré l'état d'urgence en raison de la pandémie de la COVID-19. Il a affirmé à cette occasion que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux n'ont pas répondu de façon appropriée aux besoins des communautés autochtones et a réclamé davantage de ressources et de soutien.

Si rien ne change, la COVID-19 se révélera un véritable désastre. Les communautés autochtones du Canada sont déjà en queue de peloton selon tous les indicateurs de santé. Leur situation est aggravée par la pénurie de logements, le manque d'accès à des soins de santé adéquats et les avis d'ébullition de l'eau.

L'Agence de la santé publique du Canada affirme que la meilleure façon de prévenir la propagation de la COVID-19 est de se conformer aux directives de

distanciation physique et du lavage des mains. Il est presque impossible pour les populations autochtones de suivre ces directives, étant donné qu'elles vivent dans des logements surpeuplés et sans eau potable.

Ce sont les communautés autochtones qui ont été touchées le plus durement lors des pandémies antérieures au Canada. En 2009, le virus H1N1 s'est rapidement propagé dans le monde entier et n'a pas épargné les communautés autochtones du Canada. Les dirigeants autochtones ont réclamé le soutien des gouvernements, mais les retards bureaucratiques se sont multipliés.

Lors de la pandémie du H1N1, les peuples autochtones du Canada étaient plus susceptibles d'être infectés, hospitalisés et gravement atteints, par rapport aux Canadiens non autochtones. Plusieurs Premières Nations du nord du Manitoba ont demandé des équipements

médicaux et l'aide de Santé Canada. Comme réponse, elles ont reçu des sacs mortuaires. Santé Canada a présenté ses excuses, mais le message aux communautés autochtones était clair : elles ne peuvent pas compter sur le Canada pour les aider en situation de crise.

Le gouvernement fédéral demande présentement aux communautés autochtones de mettre à jour leurs plans d'urgence en cas de pandémie et de se préparer à s'occuper des personnes atteintes. Le ministre fédéral des Services aux Autochtones, Marc Miller, a dit : « Il ne s'agit pas de déterminer si le virus va toucher les communautés autochtones, mais quand ».

En quelques semaines, le Canada a fait d'énormes progrès pour reconnaître la gravité de la COVID-19, mais on ne sait pas encore dans quelle mesure Ottawa a tiré des leçons de la pandémie H1N1 et de ses impacts sur la santé dans les communautés autochtones.

Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux doivent donc s'engager davantage envers les communautés autochtones et s'efforcer d'atténuer l'impact de la COVID-19 sur les plus vulnérables pour empêcher que l'histoire ne se répète.

■ Dana Wesley



LA PUBLICATION NATIONALE DU SCFP PRINTEMPS 2020

La Réplique

SSN imprimé 1920-2857
ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le Syndicat canadien de la fonction publique. Adressez toutes lettres à la rédaction à : comm@scfp.ca

Convention Poste-publications
Numéro 40005741

Retournez les envois canadiens non distribués à : SCFP-Communications 1375, boul. Saint-Laurent Ottawa, Ont. K1G 0Z7

Visitez le site web du SCFP à scfp.ca ou communiquez avec nous à lareplique@scfp.ca

Rédactrice en chef
Rosane Doré Lefebvre

Directrice des communications
Karine Fortin

Graphiste Jocelyn Renaud

Adjointes à la rédaction
Manon Lajoie • Céline Carré • Vicky Allard

Collaborateurs Dana Wesley • Daniel Gawthrop • Kevin Wilson • Lisa Djevahirjian • Pierre Ducasse • Ronald Boisrond

CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL DU SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président national Mark Hancock

Secrétaire-trésorier national Charles Fleury

Vice-présidences générales
Sherry Hillier • Denis Bolduc • Fred Hahn • Judy Henley • Paul Faoro

Vice-présidences régionales

Ernest Green / Terre-Neuve-et-Labrador • Nan McFadgen / Nouvelle-Écosse • Brien Watson / Nouveau-Brunswick • Leonard Gallant / Île-du-Prince-Édouard • Benoît Bouchard, Patrick Gloutney / Québec • Michael Hurley, Candace Rennick / Ontario • Bryan Keith / Nord de l'Ontario • Gord Delbridge / Manitoba • Kent Peterson / Saskatchewan • Rory Gill / Alberta • Trevor Davies, Barb Nedderpel / Colombie-Britannique

Vice-présidences de la diversité
Yolanda McClean • Debra Merrier

Imprimée par une entreprise syndiquée sur du papier recyclé à 50 % contenant 30 % de matières recyclées après consommation, et libre de chlore élémentaire, certifié par le Forest Stewardship Council.



SCFP / Syndicat canadien de la fonction publique



Aider les plus vulnérables



Pour la plupart des Canadiens, la pandémie de la COVID-19 et l'appel à la distanciation sociale posent des défis au quotidien. Pour les résidents vulnérables du quartier Downtown Eastside de Vancouver (DTES), l'auto-isolément peut toutefois s'avérer mortel s'ils n'ont ni endroit où aller ni de quoi manger. Mais les travailleurs en santé communautaire comme Ellie Schmidt, membre de la section locale 15 du SCFP, sont là pour les aider.

Ellie Schmidt, qui compte 20 ans d'expérience en prestation de soins de santé de première ligne dans le DTES, est diététiste pour la

régie sanitaire Vancouver Coastal Health. Elle travaille dans trois cliniques de soins primaires de la région, auprès de la population la plus marginalisée du Canada. Son équipe se compose aussi de médecins, d'infirmières et d'infirmières praticiennes, d'intervenants en soutien communautaire, de travailleurs sociaux, de pharmaciens, d'inhalothérapeutes, de spécialistes en santé mentale et de conseillers en toxicomanie.

« Nous travaillons avec les clients où qu'ils se trouvent, de manière à ce qu'ils puissent recevoir nos services », a-t-elle noté, en soulignant qu'en plus de travailler en clinique, elle rend visite aux clients dans leur maison de chambres, la rue et les parcs.

« Les clients que je vois dans le Downtown Eastside ont souvent des besoins médicaux complexes. Ils

souffrent de multiples problèmes de santé chroniques, comme le VIH, l'hépatite C, les maladies cardiovasculaires, la maladie pulmonaire obstructive chronique (MPOC) ou le diabète, pour ne nommer que ceux-là », a expliqué Ellie Schmidt.

« Ajoutez à cela les diagnostics de toxicomanie et de santé mentale, l'itinérance ou des conditions de vie déplorables et la pauvreté, et vous comprendrez que ce n'est pas à l'école qu'on apprend à dispenser une éducation sur l'alimentation saine dans ces circonstances », a-t-elle poursuivi.

Avec l'écllosion de la COVID-19, Ellie Schmidt et ses collègues des soins de santé ont dû réduire au minimum les contacts avec leurs clients.

« Nous essayons de protéger la communauté du DTES de nous. Nous sommes les personnes les plus susceptibles de faire entrer le virus dans le quartier », a-t-elle souligné.

L'accès à la nourriture est le premier défi auquel elle a dû faire face. Le médecin hygiéniste en chef de la Colombie-Britannique a fermé tous les cafés et les restaurants. Du coup, les repas bon marché dont ses clients dépendent normalement ont disparu, tout comme les programmes qui offrent habituellement

des repas gratuits à des centaines de personnes à la fois.

« La pandémie nous a frappé de plein fouet le 16 mars, lorsque nous avons commencé à changer notre façon de travailler. Personnellement, j'ai passé cette semaine-là à travailler à l'élaboration de sacs-repas d'urgence avec toutes les cliniques », a-t-elle illustré.

Ellie et son équipe ont réussi, avec l'aide de partenaires communautaires, à mettre en place une source d'informations en ligne sur les plats à emporter disponibles dans le quartier. Ces données ont permis de réaliser une carte géographique de l'offre alimentaire dans le DTES, que l'équipe imprime et distribue dans la communauté.

« Avec énormément d'aide de beaucoup de gens, nous avons maintenant un système pour que les personnes dans le besoin puissent trouver un repas, un endroit où consommer de la drogue en toute

sécurité ou un lavabo pour se laver les mains », a affirmé Ellie Schmidt.

Néanmoins, le plus grand défi reste la distanciation sociale.

« Lorsque nous effectuons des évaluations cliniques et qu'un client présente des symptômes importants de la COVID-19, que la directive soit de les tester ou non, nous devons essayer de l'amener à s'auto-isoler. À l'heure actuelle, notre plus grand défi consiste à trouver un moyen d'isoler les personnes qui n'ont pas de logement. Mais nous avons toujours dû travailler hors des sentiers battus, ce n'est donc pas nouveau », a-t-elle conclu.

■ Daniel Gawthrop



PRÉSIDENT NATIONAL MARK HANCOCK

Merci

La pandémie de la COVID-19 est l'une des périodes les plus chaotiques que nous ayons jamais connues. Cette crise met en péril bon nombre de nos emplois. Le niveau de stress a augmenté de façon considérable en milieu de travail comme ailleurs. Nous sommes aussi dans l'incertitude quant à ce que les semaines et les mois à venir nous réservent. Nous ne savons pas à quoi ressemblera notre monde une fois cette épreuve traversée.

Mais s'il y a une chose que je sais, c'est que nous allons surmonter cette épreuve ensemble.

Le SCFP a toujours été là pour ses membres et cette crise n'y change rien : le SCFP répond présent et continue de se battre pour vous.

Avec nos alliés, nous faisons pression sur le gouvernement fédéral afin qu'il prenne des mesures immédiates pour soutenir les travailleurs pendant cette pandémie, qu'ils soient membres ou non de notre syndicat. Nous

défendrons toujours les droits de l'ensemble des travailleurs.

Nous travaillons jour et nuit pour nous assurer que les employeurs traitent les travailleurs avec respect.

D'un océan à l'autre, nous exerçons des pressions sur les employeurs et tous les ordres de gouvernement pour protéger vos emplois et le travail important que vous accomplissez.

Nous venons de traverser quelques semaines difficiles. Et les semaines et les mois à venir testeront nos limites à tous. Mais je sais que les membres du SCFP de partout au pays feront preuve de force face à l'adversité, comme nous le faisons toujours.

Je sais que nous continuerons à démontrer l'importance de services publics solides et bien financés.

Et je sais que nous continuerons à montrer l'engagement et le dévouement inégalés de nos membres envers leur communauté, même dans les moments les plus difficiles et les plus incertains. Nos membres sont les héros qui se battent en première ligne durant cette crise.

Je tiens à remercier chacun de nos 700 000 membres qui traverse cette crise avec force et détermination. Votre syndicat et votre pays sont fiers de vous.

MARK HANCOCK EN LIGNE  twitter.com/MarkHancockCUPE





AUX PREMIÈRES LOGES D'UNE PANDÉMIE :

DES MEMBRES DU SCFP PARTAGENT LEUR HISTOIRE

D'agent de bord à agent médical

En temps normal, le rôle des agents de bord et des autres employés du secteur aérien est d'accueillir les voyageurs et de les aider à se rendre à destination de la façon la plus sécuritaire et confortable possible.

Mais nous ne sommes pas en temps normal.

Les employés des compagnies aériennes sont passés du jour au lendemain d'un rôle « d'ambassadeurs du service à la clientèle » à un rôle « d'anges gardiens » et de « protecteurs » alors que la pandémie de COVID-19 frappait un pays après l'autre.

« Nous sommes en première ligne de cette pandémie depuis le tout

début », a souligné Christina (nom fictif), agent de bord de la ligne principale d'Air Canada.

Christina est agent de bord depuis de nombreuses années. Elle était en service lors des attentats du 11 septembre 2001 et durant l'épidémie de grippe H1N1.

« Pour moi, c'est du déjà-vu », a-t-elle noté.

Durant les premiers jours de l'épidémie de coronavirus, Christina a travaillé sur plusieurs vols en provenance et à destination d'une des villes les plus touchées en Amérique du Nord. Ses collègues et elle ont été dangereusement exposés au virus, sans directives claires des gouvernements et de leur employeur, et avec peu d'équipements de protection.

C'est dans ces conditions précaires que Christina et tous ses collègues d'Air Canada ont dû travailler face à une épidémie virale très contagieuse.

Sur l'un des derniers vols de ce cycle initial, un passager en transit en provenance de l'Italie, un pays durement touché, est embarqué à bord et a indiqué qu'il ne se sentait pas bien tout. Il avait des symptômes de la COVID-19.

« Il a passé les douanes sans aucun contrôle sanitaire, puis il est embarqué en se plaignant qu'il se sentait malade et nous étions en première ligne de défense. Dans un cas comme celui-là, il faut passer d'un rôle de "service à la clientèle" à un rôle de "sécurité" », a indiqué Christina.

Après avoir consulté le commandant de bord, Christina et ses collègues agents de bord ont pris la décision de ne pas autoriser le passager à rester sur le vol.

« Les ambulanciers sont arrivés, avec leurs gants, leurs habits de protection

et leurs masques. Ça été une situation très effrayante et perturbante juste avant un vol, et je me suis dit que nous allions voir ça de plus en plus souvent », a-t-elle poursuivi.

À partir de ce moment, Christina et ses collègues ont compris qu'ils allaient devoir jouer plusieurs autres rôles pour assurer leur sécurité et celles des passagers.

Dans les semaines suivantes, Christina et ses collègues ont été emportés dans un tourbillon, alors que les voyageurs se sont empressés de rentrer chez eux avant la fermeture des frontières. Ils sont maintenant confrontés à une grande incertitude financière alors que l'économie mondiale plonge en récession à cause de la COVID-19.

« L'impact de la pandémie sur notre industrie sera encore plus grand que celui du 11 septembre », a indiqué Christina.

Le transport aérien commercial a presque complètement cessé et personne n'est à l'abri des licenciements.

Mais malgré l'incertitude, la peur et les bouleversements, les employés des compagnies aériennes comme Christina ont constamment démontré leurs compétences et leur professionnalisme, a tenu à souligner la vice-présidente de la Composante d'Air Canada du SCFP, Theresa Mitchell.

« Nous sommes vraiment fiers d'eux et nous sommes déterminés à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour aider et soutenir les agents de bord. Nous comprenons à quel point la situation est difficile », a-t-elle ajouté.

« Comme dirigeants syndicaux, nous nous sentons plus solidaires que jamais envers nos membres. Ils ont besoin de notre soutien et nous faisons tout ce que nous pouvons pour les aider », a conclu Theresa Mitchell

■ Kevin Wilson



Journalisme : un service essentiel

Le 23 mars dernier, lors de sa conférence de presse quotidienne, le premier ministre du Québec, François Legault, a déclaré ce que plusieurs savent depuis toujours : le journalisme est un service essentiel.

Jamais la pratique de ce métier n'a été aussi difficile, mais jamais elle n'a été aussi importante. Malgré la crise sanitaire sans précédent causée par la COVID-19, des membres du SCFP doivent poursuivre leur travail précieux, parfois au bureau, parfois de la maison.

Raquel Fletcher, normalement correspondante à l'Assemblée nationale du Québec pour Global Television, travaille dorénavant de la maison. Elle a transformé une chambre en bureau, et son salon en studio.

« Les premiers jours ont été assez difficiles, car il fallait résoudre plusieurs problèmes d'ordre technique. Comment travailler avec mon caméraman/monteur à distance? Comment avoir une bonne qualité de son pour l'enregistrement de ma voix? Comment faire toutes les entrevues nécessaires par téléphone? Mais contre



Bryan Chauveau en studio

vents et marées, on y arrive », explique la journaliste.

Selon cette dernière, la clé du succès durant ces moments chaotiques est l'incroyable collaboration qui existe entre collègues, politiciens, commentateurs et même des journalistes

d'autres organismes de presse.

« Il n'y a pas si longtemps, nous travaillions tous côte à côte à la Tribune de la presse de l'Assemblée nationale. On essaie de reproduire cette camaraderie tout en ayant l'esprit critique qui s'impose dans notre métier. »

Bryan Chauveau est quant à lui rédacteur/monteur et parfois chef de pupitre à LCN, un réseau de nouvelles en continu au Québec. Quoique son édifice soit presque vide, ce ne sont pas tous les salariés qui peuvent travailler de chez eux. Ils sont quelques-uns, comme lui, à devoir aller en studio.

« C'est presque impossible de faire le travail de studio à la maison, alors on a modifié notre façon de réaliser des nouvelles pour réduire les probabilités de contamination. »

Historiquement, des salles de nouvelles ressemblent à des ruches de salariés qui recherchent, cueillent, montent et relatent des nouvelles. Aujourd'hui, elles sont complètement métamorphosées et la promiscuité physique est proscrite.

« Les reporters qui vont sur le terrain ne sont plus en contact direct avec nous. Leurs bureaux ont été déplacés sur un autre étage. Ils ont des perches pour s'éloigner de leur sujet d'entrevue. Nos espaces de bureau sont nettoyés plusieurs fois par quart de travail et nous sommes physiquement distancés. Bref, nous faisons ce qu'il faut pour nous protéger, mais nous sommes convaincus que l'information est essentielle en ces temps de crise. »

■ Lisa Djevahirjian



Raquel Fletcher réalisant un reportage de sa maison



LES COLS BLEUS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL FONT LEUR PART

Bruno Loiselle et ses collègues cols bleus de Montréal installant du matériel dans un centre d'hébergement temporaire



Malgré la commotion générale causée par la propagation de la COVID-19, des milliers de membres du SCFP continuent d'offrir des services essentiels à la population, et ce, au risque de mettre en danger leur santé et celle de leurs proches.

Au Québec, les syndicats du secteur municipal se sont rapidement entendus avec les villes et ont négocié des assouplissements aux conventions collectives. Répondre aux besoins urgents, fournir des services essentiels tels que le ramassage des ordures et veiller au bon fonctionnement des infrastructures névralgiques comme les usines de filtration et d'épuration d'eau étaient au centre des préoccupations de tous les partis.

Certains cols bleus ont décidé, sur une base volontaire, d'aider des organismes de distribution de denrées alimentaires, comme par exemple Moisson Montréal. Bon nombre d'organismes communautaires se retrouvent aujourd'hui avec un manque criant de bénévoles.

Les autorités mettent également les bouchées double afin de protéger les sans-abris, clientèle parti-

culièrement vulnérables en ce moment, surtout depuis qu'un d'entre eux, fréquentant la Mission Old Brewery, a été testé positif à la COVID-19.

C'est au Complexe Guy-Favreau et au YMCA du centre-ville de Montréal que Bruno Loiselle, ainsi qu'une vingtaine de ses collègues cols bleus, s'affairent depuis quelques jours à transporter des lits et à installer du matériel. Ces deux endroits ont été désignés centre d'hébergement temporaire et accueilleront les nombreux itinérants de la ville.

« Personnellement, je tire une certaine fierté à aider les citoyens. Une ville, c'est un gouvernement de proximité, et ses employés sont essentiels, surtout dans les situations de crise comme celle que l'on traverse. Nous sommes conscients qu'il y a des gens qui sont plus mal pris que nous avec tous ces bouleversements », mentionne Bruno Loiselle.

Les cols bleus de l'île de Montréal continueront de travailler tout au long de cette pandémie afin d'aider la ville à donner des services d'urgence aux citoyens, tout en respectant à la lettre les consignes de sécurité en matière de santé publique.

■ Ronald Boisrond

SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL CHARLES FLEURY

Maintien des services du SCFP aux membres malgré l'impact de la COVID-19

Comme tous les gouvernements, employeurs et organismes, le SCFP sera touché, à tous les échelons, par les répercussions financières de la pandémie de la COVID-19. Heureusement, à l'échelle nationale, la situation financière du SCFP est toujours solide. Elle nous permet de poursuivre notre important travail pour nos 700 000 membres à travers le pays.

Malgré les difficultés extrêmes auxquelles nous sommes tous confrontés, le SCFP est là pour soutenir ses organisations à charte et ses membres. Nous offrons toujours des services de soutien critiques comme : le service aux sections locales, le service juridique, les communications, la santé-sécurité, l'indemnisation des accidents du travail, l'évaluation des emplois, la recherche, les droits de la personne, la syndicalisation et l'éducation syndicale. Tous ces services sont

fournis par notre personnel dévoué en télétravail. Notre personnel administratif, technique et de bureau continue son travail; on répond au téléphone, on ouvre le courrier.

Nous mettons également en œuvre des mesures administratives internes pour aider les organisations à charte. Nous prolongeons les délais pour les campagnes à frais partagés en cours et nous avons négocié des délais prolongés avec l'assurance-cautionnement pour reporter le dépôt des rapports des syndicats.

En même temps, le SCFP travaille sur un budget révisé pour être parfaitement sur la bonne voie une fois la crise terminée. Pour maintenir notre flux de revenus, nous ferons comprendre aux employeurs que les retenues de cotisations doivent continuer comme d'habitude.

Pour que notre syndicat reste fort, nous avons plus que jamais besoin de notre solidarité financière locale. Par conséquent, au bénéfice de tous nos membres, le versement de la capitation demeure obligatoire. Je sais que nous pouvons compter sur vous, parce qu'au SCFP, nous nous soutenons toujours.

En terminant, je tiens à remercier chacun d'entre vous qui continue de jouer un rôle actif au sein de notre syndicat, ainsi que ceux et celles qui sont en première ligne de la crise pour s'occuper des malades, faire fonctionner nos réseaux de transport et assurer nos services publics, pour soutenir nos collectivités.

Solidarité !

CHARLES FLEURY EN LIGNE  twitter.com/CUPENatSec



DÉVOUEMENT. COURAGE.

MERCI AUX
TRAVAILLEURS
DE PREMIÈRE
LIGNE.



SCFP